

L'appel du 14 décembre... **...à tous les membres de la communauté éducative**

Nous sommes réunis devant la DSDEN23 car nous vivons une crise du remplacement sans précédent, qui touche la grande majorité des écoles du département. Pour Madame l'Inspectrice d'Académie, tout va bien puisque le budget est à l'équilibre. En novembre, lors du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale, elle a annoncé des taux de non-remplacements qui peuvent faire frémir : 9% en septembre, 14% en octobre et 18% à la mi-novembre... sans proposer aucune solution pour y remédier !

La situation empire de jour en jour. Aujourd'hui, on peut se demander si ce taux est passé à 25 ou même 30% ! Mais à côté des chiffres officiels bien en deçà de la réalité, il y a tous les jours, en Creuse, un Service Public d'Éducation Nationale en pointillé. Le SNUipp-FSU23 a constaté, grâce à son réseau militant plus 700 demi-journées non remplacées (plus de 70 semaines de classe) et la liste des communes qui ont eu à subir les conséquences de cette politique désastreuse est éloquente : Naillat, Le Monteil au Vicomte, Felletin, La Courtine, Saint Maurice la Souterraine, Gouzon, La Souterraine, Saint Agnant de Versillat, Chénérailles, Marsac, Aubusson, Saint Sulpice le Guérétois, Azéables, Guéret, Clugnat, Montaigut le Blanc, Saint Vaury, Bourgneuf, Moutier Malcard, Nouzerines, Faux la Montagne, Sainte-Feyre, Saint-Dizier-Leyrenne, Saint Priest la Feuille, Châtelus Malvaleix, Ahun, Saint Victor en Marche, Anzême, Genouillac, Chambon sur Voueize, Champagnat, Bord Saint Georges, Crocq, Ars, Vallière, Saint Fiel, Jouillat, Boussac, Lépaud, Saint Sébastien, Saint Georges la Pougé, Ajain, Saint Quentin la Chabanne...

Le gouvernement, la Ministre de l'Éducation Nationale, le Recteur, l'Inspectrice d'Académie, par leurs choix contestables sont à l'origine de cette situation. Ce sont malheureusement les personnels qui assument l'intégralité de ce dysfonctionnement, au détriment de leurs conditions de travail et de leur santé.

Ce sont les enseignants mais aussi les ATSEM, les agents de service, les auxiliaires de vie scolaire qui, tous les matins, doivent prendre en charge les élèves, les répartir et assurer leur sécurité, au détriment des classes qui sont surchargées.

Ce sont les personnels qui culpabilisent lorsque leur santé les oblige à être en arrêt maladie parce que leurs supérieurs n'assurent aucune stabilité à leurs élèves et font assumer ce manque par leurs collègues.

Ce sont les personnels qui doivent faire le choix d'abandonner leurs classes ou d'aller se former ou, comble de l'ironie, choisir de participer ou non à une formation sur les risques psycho-sociaux. *Ce sont les personnels* qui sont informés toujours en urgence, déplacés sans cesse, parfois en cours de journée, en plein milieu d'une séance ou d'un remplacement long. *Ce sont les personnels* qui font toutes les démarches administratives privés des décharges de direction qui leur sont dues. Ce sont les personnels qui mettent à la poubelle tous les jours le travail préparé pour une classe pour gérer l'urgence dans une autre.

Ce sont les personnels administratifs qui sont en première ligne pour affronter la colère légitime des familles et des enseignants face à l'incurie des cadres. Les circonscriptions qui ont une connaissance fine du territoire ont été dessaisies, selon les vœux de la ministre, au profit d'une gestion du remplacement centralisée et déconnectée de la réalité des écoles.

Ce sont les personnels qui doivent annoncer aux collègues s'ils sont « prioritaires » ou non.

Les personnels sont épuisés, stressés, pressés, empêchés de travailler... et ce sont les élèves qui en subissent les conséquences !

Le SNUipp-FSU23 et les personnels ne veulent pas d'un Service Public d'Éducation Nationale qui se permet de décider que certains élèves, certaines écoles sont prioritaires pour avoir un enseignant devant chaque classe tous les jours de l'année, d'une administration qui organise des non remplacements ou au mieux la valse des remplaçants pendant quinze jours, qui ignore et sabote les conditions de travail, les conditions d'apprentissage des élèves. Pour le SNUipp-FSU23 cette situation est dangereuse pour nos élèves et notre santé. Elle ne peut rester en l'état.

Le SNUipp-FSU23 a écrit à tous les maires et s'est adressé aux organisations de parents d'élèves. Il lance aujourd'hui un appel à tous les membres de la communauté éducative, personnels des écoles, parents, élus mais aussi à l'Inspectrice d'Académie, au Recteur, au Ministre de l'Éducation Nationale : **L'Éducation est une priorité**. Elle est un **investissement pour le futur**. Elle doit être la **préoccupation majeure** d'un État qui doit offrir les moyens à sa jeunesse d'avoir un avenir radieux. **Le SNUipp-FSU23 appelle tous les membres de la communauté éducative à entrer dès aujourd'hui en Résistance, en pavoisant les écoles, en saisissant toutes les instances démocratiques (conseils d'écoles, conseils municipaux, conseils communautaires...), en informant la population.**

L'Éducation est une force, elle est la base de la société de demain ! Donnons-lui des moyens pour assurer la réussite de TOUS sur tous les territoires !